Numérisation CERMTRI

N° 442 — 25 Janvier 1957 « PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS » HEBDOMADAIRE - 20 Frs

LA VERITE

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE

REDACTION ADMINISTRATION
5, rue de Charonne, Paris (XIe) — Métro Bastille

ABONNEMENTS : 1 an : 800 fr. ; 6 mois : 400 fr. ; 3 mois: 225 fr.
Etranger : 1 an : 1.200 fr.
C.C.P. Sté de Presse. Edition et Librairie 6032-01 Paris

Propos d'un rappelé

« NOUS NE SOMMES PAS DES ASSASSINS »

Il avait rejoint sa base à T.. avec quelques jours de retard. Cela lui valut quarante-cinq jours de forteresse. Il n'était pas seul. Dix ensemble. Au gradé qui leur demandait des explications, l'un d'eux répondit : « Nous ne sommes pas des engagés volontaires. Cette guerre ne nous intéresse pas. Nous sommes des travailleurs et non des bandits. Nous ne demandons qu'à gagner notre vie. Un point, c'est tout » Ce qui voulait être une explication ne trouva aucune excuse auprès des autorités. Bien au contraire.

Ces quarante-cinq jours de forteresse accomplis, il fut affecté à un poste près de la frontière algéro-marocaine.

C'était en juin 1956. Pour lui, la guerre d'Algérie venait de commencer. Il y entrait par la grande porte.

(Suite page 2.)

Après les élections polonaises

La lutte continue

Quoique les résultats définitifs n'en soient pas encore connus, les élections polonaises ont déjà été abondamment commentées. Pour « L'Humanité », « Le Monde », sans citer Gomulka : « Eclatant succès du Front d'Unité Nationale et du Parti Ouvrier Unifié », elles sont une « victoire du socialisme ». Pour la presse bourgeoise, elles sont la preuve de la victoire en Pologne d'un sentiment anti-communiste « raisonnable » soutenant, comme un moindre mal, le régime de Gomulka. En réalité, les élections polonaises sont un grand succès pour Gomulka. Son appel de la dernière heure a été entendu : les personnalités menacées de n'être pas réélues, les anciens staliniens ralliés à lui en octobre, les Cyrankiewicz, Ochab, Albrecht ont été élus sous son égide, comme ses amis proches les Spychalski et Bieńkowski, comme le révolutionnaire Lassota. L'équipe dirigeante issue des journées d'octobre, la coalition qui symbolise le « compromis Gomulka » est sortie indemne des urnes. Est-ce à dire pourtant que les travailleurs polonais aient approuvé globalement la politique et surtout la personne même de l'équipe ainsi maintenue ? Les premières indications qui nous sont parvenues montrent qu'il n'en est rien : les masses polonaises ont clairement indiqué leurs véritables sentiments.

L'UTILISATION DU VOTE PREFERENTIEL

On sait qu'à la veille du scrutin, Gomulka et le Parti Ouvrier ont demandé aux électeurs de voter en bloc, sans utiliser leur droit de vote préférentiel, pour les premiers noms des listes présentées. Ils justifiaient ce mot d'ordre par la nécessité d'empêcher les manœuvres d'éléments réactionnaires qui appelaient à rayer tous les candidats communistes. La campagne porte-à-porte acharnée sur ce point semble avoir porté ses fruits, puisque les premiers inscrits des listes ont été partout élus.

Pourtant, un examen attentif des listes de candidats révèle que, dans certains cas, le vote en bloc pour les premiers candidats avait pour effet d'écarter des candidats révolutionnaires. C'était notamment le cas dans la troisième circonscription de Varsovie où Gomulka menait la liste du Front National. Neuf candidats se disputaient six sièges. Parmi les 6 élus, quatre étaient des « alliés » de Mol'et la paix en Algérie.

PIERRE BRABANT.

(Suite page 2.)

PAIX EN ALGERIE !

La session de l'ONU se tenant, le mouvement de la paix en profite pour « agir » en faveur de la paix en Algérie. (1)

Sur quoi, les organisations syndicales CGT ont été invitées, par le truchement des délégués, à faire chorus dans la campagne pour la paix.

Et c'est ainsi que les ouvriers de chez Genève (métallurgie), à Ivry, ont eu droit ce mercredi 23 janvier à — un exposé du délégué du comité d'entreprise,

— une pétition « nationale » pour demander à Mol'et la paix en Algérie.

C'est « au nom du rayonnement de la France depuis 150 ans pour ses principes de liberté » que les ouvriers sont invités à signer la pétition nationale.

Un ouvrier prend la parole.

Laissant de côté les 150 ans de rayonnement — sur lesquels il y aurait beaucoup à dire — il condamne le principe même de la pétition. « Nous en avons signé des dizaines et des dizaines, sans que cela modifie quoi que ce soit. Pas plus aujourd'hui qu'hier, les pétitions n'auront d'efficacité. Elles ont, au contraire, un effet néfaste, car elles laissent croire que c'est avec un stylo qu'on obtiendra ce qu'on ne peut qu'arracher de force.

« Nous voulons tous la paix en Algérie ?

« Alors débrayons tous ensemble, et tous ensemble manifestons, par centaines de mille, devant la Chambre des députés pour arracher à Mol'et la paix en Algérie qu'il ne veut pas donner. »

Le délégué reprend la parole, simplement pour dire son accord avec cette intervention, et ajoutant qu'il ne lui semble pas s'opposer à la signature de la pétition qu'il propose (sic).

Sur quoi le camarade reprend la parole pour proposer la résolution suivante :

« Les ouvriers de chez Genève, réunis le 23 janvier 1957, décident de s'adresser à toutes des organisations syndicales et politiques ouvrières pour leur proposer un mouvement de grève générale pour que tous les travailleurs parisiens aillent manifester tous ensemble devant l'Assemblée nationale et arracher la paix en Algérie. »

La résolution est adoptée à l'unanimité moins une abstention.

L'ouvrier qui s'est abstenu s'en est expliqué : « Je suis à fond pour la proposition, dit-il, mais si on se déclare ouvertement pour une telle manifestation, nous ne la ferons jamais, car les flics nous en empêcheront ». Tu te trompes, car la paix en Algérie, nous ne l'obtiendrons pas par surprise, nous l'aurons à la force du poignet ».

Quel fut, dans cette affaire, le sort de la « pétition nationale » ? Nul ne le sait.

Une anecdote ? Non. L'expression de la pensée profonde, des aspirations communes à des millions de travailleurs. Ce n'est pas par hasard si, peu avant, à cette journée d'études organisée à Asnières par le MLP dont nous rendons compte par ailleurs, une ouvrière sans « galons » affirmait à la tribune : « Faisons la grève générale tous ensemble et en même temps, et la paix sera vite faite ! »

Cependant le massacre continue ; malgré la censure, la saisie des organes de toute tendance, les témoignages de tortures, de pillages, de viols se font jour dans la presse. Les paras du général Massu transforment un peu plus encore les quartiers musulmans d'Alger en ghettos — où des « citoyens français » vivent derrière les barbelés, à la merci des « ultras » pour qui « il n'y a pas d'innocent ». Les « mesures spéciales » succèdent aux « mesures spéciales ». Les prisons débordent, chaque famille musulmane compte un ou plusieurs de ses membres en camp de concentration. L'accumulation de l'horreur crée un sentiment de lassitude, d'impuissance : C'est du moins ce qu'espèrent les colonialistes, les capitalistes, les bourgeois — c'est ce qu'espèrent nos exploiteurs, qui font cette guerre pour sauvegarder leurs monstrueux privilèges, et que cette guerre enrichit encore.

Mais le sentiment monte de partout, dans la conscience des masses, qu'il est possible d'y mettre fin — qu'il est possible d'imposer la paix, la reconaissance du droit de la nation algérienne à disposer d'elle-même, la fin du massacre, le retour des jeunes dans leurs foyers : par l'action d'ensemble, la grève générale, les manifestations. Malgré les combinards parlementaristes, les voleurs de pouvoirs spéciaux, les fidèles gérants du colonialisme, les travailleurs imposeront leur volonté.

R. M.

(1) Il est remarquable que, depuis la création du mouvement de la paix, on n'a pas enregistré un seul jour de paix dans le monde.

A propos des

« Bases de la négociation en Algérie »

C'est dans le cadre des Journées d'études sur l'Afrique du Nord, organisées par le Mouvement de Libération du peuple (MLP) et qui se sont tenues les 19 et 20 janvier au centre administratif et social d'Asnières, que Robert Barrat a traité d'un sujet brûlant entre tous « les bases de la négociation en Algérie ».

Devant un public très attentif et venu nombreux pour l'écouter, l'orateur brossa un tableau de l'Algérie combattante et martyre, de son peuple unanimement soulevé contre l'impérialisme français. L'heure de Cao Bang vient de sonner pour l'Algérie, poursuit-il, car ce sont de véritables batailles qui viennent de se dérouler à Tebessa et dans l'ouest oranais entre les forces de l'ordre et les partisans de mieux en mieux armés. En Algérie, donc, il n'y a plus de problème politique en dehors de l'indépendance.

R. Barrat analyse ensuite le malaise qui s'est emparé des cadres de l'armée, la lassitude des Européens qui lâchent de plus en plus les ultras et qui recherchent des bases pour une négociation. Avec qui ? Avec le FLN, seul interlocuteur valable, nous dit Barrat, qui reprit les conditions d'un cessez-le-feu exposé dans le numéro d'août du « Moudjahidine », c'est-à-dire : reconnaissance de la nation algérienne, souveraineté dans tous les domaines, reconnaissance du FLN comme seul interlocuteur valable et garant du cessez-le-feu.

Puis la discussion s'engagea. Une militante ouvrière déclara que pour imposer le cessez-le-feu, il suffisait de lancer la grève générale. Puis un Algérien, « de la communauté juive d'Algérie, authentiquement maghrébine » affirma ne pas partager l'ostracisme lancé contre le MNA. Mes sympathies vont à ce mouvement, dit-il, et à Messali Hadj, car seul le MNA offre aux minorités non musulmanes des garanties démocratiques, affirmant que le seul interlocuteur valable est le peuple algérien, qui doit se prononcer au cours d'élections libres pour une Assemblée Constituante Souveraine sans distinctions de race, de sexe ou de religion. Seule une telle assemblée peut décider de la nation algérienne, alors que le FLN réclame pour lui seul une représentativité exclusive que les faits ne justifient nullement. Il affirma également que l'antagonisme entre FLN et MNA avait un caractère de classe, la direction du FLN représentant, avec des hommes comme Abbas et Farès, la bourgeoisie commerçante et les grands propriétaires terriens, alors que le MNA incarne les aspirations démocratiques et socialistes du peuple, et inscrit dans son programme l'expropriation des terres des colons, la nationalisation des banques et de l'industrie.

Cette intervention fut applaudie par une assistance en majorité ouvrière, et une discussion fructueuse se prolongea jusqu'au soir.

TOUS LES VENDREDIS
LA VERITÉ
EST DANS LES KIOSQUES

Il faut sauver les révolutionnaires Hongrois

Budapest, on condamne et on pend de jeunes révolutionnaires. Des centaines d'autres sont menacés. Après Istvan Horvath, jeune ouvrier de 20 ans, pendu pour avoir dirigé un groupe de partisans dans la région de Bakony, la répression s'étend. Ce sont Dudas et son adjoint Szabo qui sont pendus après un procès de six jours, dont on ignore où il s'est tenu et où aucun journaliste ni observateur étranger n'a été admis, et pour cause. Comme Nagy, comme Sandor Racz, Dudas avait été pris au piège tendu par Kadar et s'était rendu à une invitation de ce dernier !

Maintenant, ce sont les jeunes dirigeants révolutionnaires, les intellectuels et les étudiants qui avaient été l'avant-garde de la Révolution d'octobre et qui ont poursuivi le combat dans la clandestinité, qui sont menacés du gibet. Ce sont les dirigeants de l'organisation de jeunes Mefesz, formée à la veille du 23 octobre, autorisés à se réunir, et arrêtés pour activité contre-révolutionnaire par le gouvernement de Kadar, qui vont être jugés et que les assassins aux ordres de la bureaucratie espèrent pouvoir pendre.

Ce sont les membres du Comité Révolutionnaire des Etudiants, Janos Varga, professeur d'histoire, Istvan Pozsar, professeur de Lettres, deux militants communistes, c'est Sandor Pergel, du Cercle Petofi, c'est l'étudiante de 21 ans Edith Molnar. Ce sont eux, qui, dès le 23 octobre, avaient incarné la volonté révolutionnaire des étudiants hongrois étroitement unis aux travailleurs. Ce sont eux qui éditaient le journal Egyetemi Ifjuzag. C'est ce journal qui proclamait le 30 octobre : « Nous sommes les meilleurs défenseurs de la démocratie populaire hongroise contre le stalinisme et le fascisme qui nous menacent. » Ce sont ces Varga, Pozsar, Pergel, Edith Molnar qui vont passer en jugement devant les « tribunaux » de Kadar. Ce sont eux qu'il veut faire pendre !

Les travailleurs français doivent lutter de toutes leurs forces pour empêcher les crimes qui se préparent. Déjà le Syndicat de l'Enseignement de la région parisienne a protesté auprès de la Légation de Hongrie à Paris, exigé la libération des étudiants révolutionnaires, exigé que le procès soit public et que les accusés aient les moyens de se défendre. Cet exemple doit être suivi. Travailleurs, intellectuels, jeunes, doivent élever une puissante protestation. Les militants des organisations ouvrières, politiques et syndicales, les militants des organisations étudiantes et des organisations de jeunesse, doivent exiger la condamnation solennelle de ces assassinats policiers. Les militants du PCF qui vont répétant que le régime Kadar ne « retombera pas dans les erreurs de Rakosi-Gerö », doivent être mis au pied du mur : approuvent-ils, oui ou non, ces procès secrets, la condamnation et la pendaison de ces jeunes militants ? S'ils ne l'approuvent pas, alors ils doivent eux aussi protester auprès des autorités hongroises, exiger un procès public, une défense normalement assurée, la présence au tribunal de délégations d'ouvriers étrangers. La presse bourgeoise participe à la conspiration du silence en ne publiant que de minces entrefilets. Mais les travailleurs doivent rompre le silence et démasquer la solidarité des contre-révolutionnaires bourgeois et staliniens. C'est à eux qu'il appartient de sauver les révolutionnaires hongrois menacés. Ce n'est que leur action qui peut faire reculer la bureaucratie du Kremlin.

Demain, Sandor Racz, le président du Conseil Ouvrier de Budapest, Paul Maleter, le président du Comité Militaire Révolutionnaire, seront à leur tour menacés d'assassinat. Avec eux, des dizaines et des dizaines de membres de Conseils Ouvriers, de Combattants de la Liberté, coupables d'avoir voulu secouer le joug de la bureaucratie. Des ouvriers, des révolutionnaires sont en danger de mort : c'est notre affaire, camarades !

François MANUEL.

P. S. — Les assassins sont pressés. Après avoir prononcé la condamnation à mort de Maleter et Kopacsi. Les lecteurs de LA VERITE connaissent Maleter, chef militaire de la Révolution, ancien des Brigades Internationales, partisan de 1944. Quant à Sandor Kopacsi, c'est un vieux militant communiste, colonel de la Police ordinaire : dès le début de l'insurrection, il s'est rangé avec ses hommes aux côtés des ouvriers et des étudiants, contre les Avos. Il a été membre du Présidium du Parti Socialiste Ouvrier, jondé pendant la Révolution, aux côtés de Nagy, Losonczy, Lukacs et... Kadar.

On apprend aussi l'arrestation des écrivains Gyula Hay et Tibor Tardos. Vieux militant communiste, réfugié en URSS du temps de Horthy, Hay a été un des plus ardents animateurs des intellectuels révolutionnaires et de l'Union des Ecrivains. Dans un article d'Irodalmi Ujzag de septembre traduit en français dans Les Temps Modernes de janvier il fustigeait les bureaucrates sous le titre « Pourquoi je n'aime pas Kucsera ». Aujourd'hui Kucsera se venge et veut tuer le communiste Hay. Tibor Tardos, jeune communiste, était, pendant la guerre, dans les rangs de la Résistance française. Dès le 7 avril, il lançait dans Irodalmi Ujzag un appel « pour un pensée communiste indépendante ». C'est la pensée communiste que les contre-révolutionnaires, les Kadar aux ordres de Moscou, veulent étrangler dans la personne de ces militants.

Il faut sauver les révolutionnaires hongrois.

Lettre d'Espagne

BARCELONE se dresse contre FRANCO

Barcelone, lundi, 21 janvier. — La magnifique lutte commencée il y a exactement une semaine par la population de Barcelone se poursuit au milieu du plus grand enthousiasme. Le mouvement est beaucoup plus ample et profond qu'en 1951. Des milliers de tracts circulent, appelant à la grève générale. Dans les quartiers ouvriers, l'atmosphère est extraordinairement tendue, et la température monte par moments.

Sur l'ordre direct du gouvernement, Barcelone se trouve pratiquement sur le pied de guerre. Des milliers de policiers armés jusqu'aux dents occupent les points stratégiques de la ville et le voisinage des grandes usines. Les troupes sont maintenues dans les casernes. Le ministre de l'Intérieur a envoyé dans la capitale de la Catalogne d'importants renforts de la Police Armée et de la Garde Civile. Ils ont commencé la chasse aux militants ouvriers connus pour leur appartenance politique.

Néanmoins, les travailleurs de Barcelone et la population tout entière demeurent fermes. Les tramways continuent à circuler à peu près vides. Nous disons « à peu près », car le gouverneur civil et la phalange ont mobilisé tous les éléments dévoués au régime (bureaucrates syndicaux, fonctionnaires, policiers de tout poil) pour saboter la grève. Quelques-uns de ces éléments passent toute la journée à circuler en tramway. Les Barcelonais, eux, continuent à aller à pied, et se gausent de ces voyageurs infatigables. Des tracts circulent, rapportant des blagues sur leur compte.

SUCCES TOTAL DE LA GREVE DES SPECTACLES

La grève des spectacles, ordonnée pour hier par divers groupes clandestins, fut un succès sans précédent. Les cinémas et théâtres du Parallèle (le Montmartre de Barcelone) restèrent pratiquement vides. Mais la manifestation fut encore plus impressionnante dans les cinémas des quartiers ouvriers de Sans, Pueblo Nuevo, San Andrés, Barceloneta, etc. Les spectacles sportifs, qui, habituellement, ont tant de succès le dimanche, furent désertés par les travailleurs.

Hier dimanche, Barcelone offrait un spectacle rarement vu jusqu'alors. Les quartiers du centre étaient pratiquement désertés tandis que les quartiers populaires, par contre, régnait la plus vive animation, et le cours des événements était commenté avec passion. L'opinion était, dans l'ensemble, favorable à la grève générale.

Comment on le sait, le mouvement a débuté par le boycott des tramways. Bientôt, dans les tracts qui commencèrent à circuler, tous les problèmes matériels qui préoccupent la population de Barcelone firent leur

JULIO
(Correspondant du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste)

(Suite page 2.)

TUNISIE 1957

L'IMPASSE ECONOMIQUE

Depuis l'accession de la Tunisie à l'indépendance, la situation est dominée par deux faits essentiels. C'est tout d'abord l'impossibilité où se trouve le régime de Bourguiba d'apporter une solution à la crise économique qui se prolonge. C'est ensuite la question algérienne qui pèse lourdement sur l'ensemble de la vie économique, sociale et politique.

L'introduction du capitalisme en Tunisie a créé une série de désajustements dans le pays. Le développement systématique du Nord a rompu l'équilibre assuré par la grande transhumance qui permettait l'entretien du troupeau du Sud pendant l'été. Refoulés des riches vallées, les fellahs expropriés se sont transportés avec leurs troupeaux vers le Sud, et les montagnes, qui leur avaient venus renforcer l'immense sous-prolétariat des grands ports, composé de fellahs, de dockers, ou de petits artisans ruinés par l'introduction des produits fabriqués en France. En même temps que son pouvoir d'achat baissait dangereusement, le développement des cultures destinées à l'exportation a la place des vieilles cultures vivrières réduisait la consommation de la population tunisienne.

D'après J. Lépidi (L'Economie tunisienne depuis la fin de la guerre, Tunis 1955), les importations qui s'élevaient en 1951 à 61 milliards étaient composés de 35 milliards pour les produits de consommation (54 % du total des importations) : et ce pourcentage passait à 56,1 % en 1953 et à 57,2 % en 1954. Par contre les moyens d'équipement qui ne comptaient que pour 12 milliards (18,5 % des importations) tombaient à 16 % en 1952 et à 14,4 % en 1954.

Le développement du mouvement des fellaghas et les actions revendicatives de l'UGTT ont accentué cette méfiance des capitaux à s'investir. Au cours d'un voyage fait à Tunis en février 1956, G. Villiers, président du CNPF, exprimait ses inquiétudes devant la régression de l'activité économique en Tunisie, et il attribuait la responsabilité de cette situation à « l'accroissement des charges salariales, et au développement d'un climat d'insécurité économique ».

Dans ces conditions, on ne doit pas être surpris de la brièveté de l'intermède de Tahar ben Amar. Son impuissance traduit, en fait, la faiblesse de la bourgeoisie tunisienne, incapable de faire fonctionner une économie créée par le colonialisme et pour les besoins du colonialisme.

C'est pour éviter le « pire » que Bourguiba dut renoncer au rôle d'arbitre qu'il prétendait jouer, pour exercer lui-même le pouvoir. Dès le début, Bourguiba chercha à mettre un frein à l'hémorragie des capitaux. Pour rétablir la confiance, il lui fallait éliminer la menace que les fellaghas faisaient peser sur le pouvoir central, et mettre une sourdine aux revendications des travailleurs, qui avaient une propension fâcheuse à manier l'arme de la grève. C'est pourquoi Bourguiba mena une lutte acharnée contre les fellaghas ralliés en partie à Salah ben Youssef, et essaya de créer un « travaillisme », c'est-à-dire d'étouffer les revendications des travailleurs en coiffant l'UGTT par le Néo-Destour. Mais Bourguiba comprit que le fellaghisme en Tunisie était surtout alimenté par la guerre d'Algérie, qu'il y avait interpénétration entre les populations, et que tant que celle-ci durerait, sa position serait précaire. D'où ses efforts pour aboutir à un compromis en Algérie. Cependant, les capitaux continuaient à quitter le pays, jetant son économie dans un marasme profond.

« Ce transfert porte sur plusieurs milliards par mois. Il ne s'agit plus seulement d'un rapatriement des profits, mais d'un véritable désinvestissement massif qui vide la Tunisie de sa propre substance. Sans perdre son sang froid, on peut dire que la situation est alarmante. Nous sommes, quant à nous, scandalisés de voir que nos compatriotes participent à cette destruction du capital et de l'économie de la nation », pouvait-on lire dans le rapport présenté au dernier congrès de l'UGTT (20-23 septembre 1956).

Devant l'impasse économique, la panique s'empare non seulement des gros colons et des sociétés capitalistes françaises, mais aussi de la bourgeoisie indigène, plus vile encore que ses maîtres. Et seuls des petits bourgeois naïfs peuvent être scandalisés.

Mais on ne peut apprécier, véritablement, l'ampleur de cette crise, que si l'on se réfère au niveau de vie extrêmement bas de la population tunisienne. Voici une statistique fournie par ce même rapport : « ...Il ressort que le revenu annuel par tête était de 45.917 fr. Ce chiffre est extraordinairement faible. Mais c'est encore un chiffre moyen. Selon des travaux plus récents, il apparaît que 2.750.000 personnes ont un revenu annuel moyen de 16.400 fr. Ce chiffre est encore plus criard. Il se dispense de commentaires ».

Comment a évolué la situation économique depuis septembre ?

Il faut dire que le marasme s'est nettement accru, surtout depuis la conférence avortée de Tunis. Les industriels et les commerçants, qui observent avec inquiétude la baisse régulière de leur chiffre d'affaires, par suite de l'amenuisement de plus en plus grand du nombre des fonctionnaires français dans la fonction publique tunisienne, ne cherchent qu'à s'en aller. Ils rejoignent les colons effrayés par la menace d'une réforme agraire un peu trop radicale. Aussi le chiffre des investissements accuse une chute très marquée.

Le montant des constitutions de sociétés qui s'élevait à 330 millions au troisième semestre 1955 est tombé à 97,5 millions au troisième semestre 1956. De plus « le fait que le volume des capitaux engagés dans les constitutions de sociétés soit passé de 73 millions en juillet 56 à 6 millions seulement en septembre permet de mesurer l'ampleur de la chute des investissements privés en Tunisie ». (« Vie Française », 4 janvier 1957).

Devant cette situation, comment a réagi le gouvernement Bourguiba ? D'une façon empirique, sans aucune perspective, ni vue d'ensemble. Et c'est d'ailleurs ce reproche que lui adressait l'UGTT.

« En face de cette situation, le gouvernement montre une certaine timidité devant les problèmes économiques. On dirait que le gouvernement trouve sans cesse des prétextes pour retarder le moment où il pourra s'y consacrer... Le gouvernement refuse les études à longue portée sous prétexte qu'elles sont théoriques, pour s'en tenir à des réalisations rapides et spectaculaires sans se préoccuper de leur coût ».

JACQUES ROUMIEU.

(Suite page 2.)

Numérisation CERMTRI

FONCTIONNAIRES :

L'avertissement qu'il faut donner

Il ne s'agit pas d'une véritable grève, mais d'une journée d'action. Cependant, nombreuses seront les catégories de fonctionnaires qui débraieront le 25 janvier (1) à l'appel des organisations syndicales.

Car le camouflet est par trop flagrant, la gifle trop cinglante. En vérité, c'est une gifle à quatre temps.

PREMIER TEMPS : Le gouvernement Mollet reçoit les organisations venues lui soumettre leurs revendications. Après examen, le gouvernement tance vertement les organisations syndicales pour avoir... oublié les petites catégories.

DEUXIEME TEMPS : Les organisations de fonctionnaires présentent leurs revendications y compris celles des petites catégories. C'est l'époque des manœuvres en Egypte. Au nom de la patrie en danger toute action est repoussée pour l'immédiat.

TROISIEME TEMPS : Les organisations syndicales de fonctionnaires relancent le gouvernement.

QUATRIEME ET DERNIER TEMPS : Le gouvernement fait connaître ses propositions. Non seulement elles sont en deçà des revendications des syndicats, mais elles constituent un pas en arrière par rapport à la situation présente. Evidemment, Ramadier n'avait accepté de lâcher que 5 milliards, pour 400.000 agents (1.250 frs par agent et par an si l'augmentation avait été uniforme). (2)

Ce sur quoi les organisations syndicales se fâchent tout rouge et décident de donner la bramée :

Journée d'avertissement pour le 25 janvier. Bien !

Mais s'il faut « avertir », autant avertir pour de bon.

Or l'avertissement donné, plus particulièrement par la Fédération Générale des Fonctionnaires FO, l'est « pour une majoration indéclinable d'au moins 10 points ».

Quand on sait qu'au coefficient 100 un agent de la fonction publique touche 170.000 fr. par an, les 10 points ne font jamais que... 1.420 fr. d'augmentation mensuelle.

Loin de faire le compte, ces 1.420 fr. faussent tout le sens de la lutte des fonctionnaires pour une augmentation des salaires.

En premier lieu, cette lutte n'est pas plus celle des « petites catégories » que les autres, elle est celle de toute la fonction publique.

En second lieu, il s'agit avant tout de reclasser la fonction publique dans son ensemble.

En troisième lieu, il faut revaloriser les traitements de la fonction publique.

Faute de mettre en avant ces trois notions et d'y adapter les moyens d'action nécessaires, toutes les revendications présentées tomberont à l'eau.

Aux fonctionnaires, de toutes les catégories et de toutes les branches, d'avertir le gouvernement des véritables revendications qu'il entend arracher.

FRANÇOIS TARRANT.

(1) La CGT appelle à la grève pour le 29 janvier, précisément le jour du congrès des fonctionnaires FO. Mais des intérêts « supérieurs » lui commandent sans doute de modifier sa position.

(2) Rappelons pour mémoire que l'actuelle situation de la fonction publique est due, pour l'essentiel, au statut élaboré par Thorez en 1946 en tant que vice-président du Conseil.

« Nous ne sommes pas des assassins »

(Suite de la page 1.)

120 hommes étaient cantonnés dans ce fortin dont les murs d'enceinte n'avaient pas un mètre de haut. De tous les gars rassemblés là, nombreux étaient ceux qui se connaissaient pour avoir fait ensemble leur service. Pour la plupart, c'étaient des ouvriers. Ils se retrouvaient avec une certaine angoisse. Comment avaient-ils pu en arriver là ? La plupart étaient de « gauche », sympathisants au Parti Communiste Français ou au Parti Socialiste. Leurs réflexions n'en étaient que plus troublantes. Ils avaient voté le 2 janvier 1956, sans hésitation, pour le « Front Républicain ». Six mois plus tard, ils se retrouvaient « bleds-ards », avec le Parti Socialiste à la tête du gouvernement et le Parti Communiste Français qui venait de voter les pouvoirs spéciaux, c'est-à-dire la guerre.

Tout un reclassement s'opérait dans leur tête. Cela avait déjà commencé avant le départ, dans les bureaux où ils avaient reçu leur feuille de route.

Lui, il était seul, de son atelier, à partir. Il n'empêche que tous les copains avaient œbrayé pour empêcher son départ. Une délégation était montée à la direction de son usine pour protester. C'est en redescendant de cette délégation que les choses commencèrent. Sortant du bureau directorial où ses prétentions à ne pas partir avaient reçu du patron un accueil froid et sceptique, il croisa le délégué principal de l'entreprise, membre du Parti Communiste Français. Une brève conversation s'engagea. « Nous venons de faire une délégation, car je pars en Algérie. Le tôlier en fout complètement, il faut faire quelque chose de plus ». Le délégué répondit : « Mon vieux, actuellement nous ne pouvons rien faire. Que veux-tu que nous fassions alors que tu vas tout seul à partir en Algérie ? » C'était, à l'échelle de l'entreprise, la traduction du vote stalinien, à l'Assemblée Nationale, pour les pouvoirs spéciaux, dans le même temps que les conseillers municipaux du Parti Communiste Français, à Rouen, condamnaient avec tous les autres membres du conseil, les jeunes rappelés qui, pendant deux jours, avaient tenu tête, dans la caserne Richepanse, aux forces de gendarmerie et aux CRS réunis.

Car les rappelés savaient, tous, le grand mouvement de protestation qui avait précédé, accompagné et suivi leur départ. Les sonnettes tirées, les trains bloqués, Saint-Sévrin, Rouen, la caserne de Courbevoie, Grenoble.

Malgré cela, ils se retrouvaient quelque part en Algérie, à faire des patrouilles, à tenir des embuscades, à « pacifier » à tour de bras. Ils étaient encadrés par ce qu'ils appelaient les « CS. » — les Cadres Spéciaux ». Tous ces « CS. » étaient des anciens d'Indochine, têtes brûlées, prêts à tous les coups de main, volontaires chaque fois. Ils introduisaient dans la guerre d'Algérie la technique de la guerrilla qu'ils avaient apprise, sept ans durant, en Extrême-Orient. Les rapports entre les rappelés et eux étaient difficiles, comme l'étaient ceux entre les « bérets verts » ou les « paras ». Car, et c'était une revendication permanente des rappelés, ils n'étaient là que contraints et forcés. Ils n'étaient pas des tueurs ni des assassins. Dans les petites choses comme dans les grandes, ils manifestaient cette volonté. Dans les critiques qu'ils faisaient, ouvertement, sur le « style opérationnel » dans les contacts, brefs, qu'ils pouvaient avoir avec la population ; dans les opérations dites de pacification. Ils critiquaient les rapports tartes sur le bétail à l'encontre des paysans pauvres. Ils comprenaient les réflexions de ce paysan algérien : « Vous êtes peut-être des ingénieurs, mais vous m'avez tout pris. Je n'ai plus rien. Comment voulez-vous que je ne vous en veuille pas ? »

Pénétrant un village, ils en avaient marre des rations K ou R. Ils avaient faim. Délogeant une poule de sa niche creusée dans le mur, comme cela se fait là-bas, il avait dévoré un œuf. Il s'avançait alors vers la paysanne et sa fille, tremblantes de voir des militaires envahir leur maison. Il impérait, chapeau à la main, et lui disait : « Vous êtes peut-être des ingénieurs, mais vous m'avez tout pris. Je n'ai plus rien. Comment voulez-vous que je ne vous en veuille pas ? »

Puis, il y eut les descentes à N..., la ville la plus proche du poste. Là, il eut l'occasion de voir les « bérets verts » en action, le camp d'internement avec ses milliers de détenus, les sinistres cervées de bois où les Algériens partaient nombreux pour ne plus revenir qu'à quelques-uns.

***

Lui est revenu de la guerre d'Algérie.

D'autres de ses copains y sont restés, pour toujours.

Il récapitule maintenant l'ensemble de ces six mois d'événements qu'il a vécus, dans un cauchemar.

« Nous ne sommes pas des assassins ».

Cette phrase-clé qu'il répète tout au long de ses conversations est à la fois une justification et une accusation.

Justification de son attitude de n'avoir jamais tiré que pour défendre sa propre peau, à l'inverse de ces grades qui parlaient l'apéro à celui qui descendrait une mechta dans le minimum de coups de 105.

Justification de s'être trouvé entraîné dans une guerre contre laquelle il était, qu'il avait commencée par 45 jours de forteresse.

Accusation.

Accusation des partis « ouvriers » pour leur passivité et leur complicité.

Accusation du gouvernement.

Accusation du délégué de son entreprise.

Car la guerre continue. Les « bérets verts » sévissent en Algérie.

Lui, bien sûr, en est revenu. Il a repris sa place à l'usine. Il s'est sorti du merdier. Mais combien y sont encore ? et à qui la faute ?

Il n'a aucune haine contre le peuple algérien.

DANIEL RENARD.

Téléphonie : AOIP

LETTRE OUVERTE AUX DELEGUES SYNDICAUX

APRES le résultat des élections des délégués du personnel, il est certain que des travailleurs de l'entreprise se sont posés des questions.

Nous avons donc décidé de faire connaître à l'ensemble du personnel notre position vis-à-vis du résultat de ces élections et ce qui devrait être fait.

Il est clair que les travailleurs de l'entreprise n'ont pas été suffisamment informés des intentions des candidats. Sur deux listes en présence, aucune n'a présenté aux travailleurs un programme revendicatif.

Les organisations syndicales, trop occupées à polémiquer entre elles, ont tendance à faire passer au second plan le point très cher aux travailleurs : le PROBLEME DES SALAIRES.

Nous demandons donc aux délégués nouvellement élus d'organiser une réunion avec le personnel afin d'établir ensemble un programme revendicatif. Ils devront en être les défenseurs auprès de la direction et devront faire bloc avec les travailleurs, c'est-à-dire qu'ils rendront compte régulièrement de leurs actions, car ils sont responsables devant l'ensemble des travailleurs.

En vente à la

S. P. E. L.

FEJTO : La tragédie hongroise

690 francs.

« La Gazette Littéraire »

(N° unique paru le 2 novembre à Budapest) . . . . . 180 frs

L'activité de l'U.S.T.A.

ON NOUS PRIE D'INSERER :

L'USTA est née en France. Il est temps que sa voix se fasse entendre. De l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud, des centaines de syndicats sont créés, des dizaines d'unions locales organisent leur instalation. Nous avons maintenant des délégués du personnel élus sous l'étiquette USTA. La confiance des travailleurs nous est acquise grâce au dynamisme de nos responsables et à leur esprit de lutte. Notre Fédération est actuellement, quoi qu'on en dise, représentative. Tout ceci est le résultat d'un travail coordonné des militants syndicalistes qui font preuve d'une combativité et d'un esprit de lutte qui ne sont pas à démontrer...

Notre enthousiasme est sans limites, car c'est au sein de l'USTA que nous pourrons défendre avec dignité notre droit à la vie et nos revendications qui sont nombreuses et justifiées.

Nos camarades, travailleurs français, conscients et honnêtes, reconnaîtront certainement ces aspirations légitimes qui ont pour critère la liberté de l'homme et le développement d'un syndicalisme libre.

Nous ne voulons ni d'un paternalisme rétrograde ni d'une solitude machiavélique de ceux qui veulent nous utiliser à des fins équivoques et qui n'ont rien à voir avec nos intérêts matériels et moraux.

Nous ne voulons non plus appartenir ni à des organisations dites « protectrices » ni de soutien de parti politique soit-disant champion des ouvrières.

Notre indépendance sera totale et nous la proclamerons bien haut.

Nous sommes les frères de lutte de tous les travailleurs du monde et tous tendrons la main à tous les travailleurs et à toute organisation syndicale dans la lutte pour le bien commun de la classe ouvrière, pour les revendications, pour un meilleur bien-être, pour la liberté.

Travailleurs algériens de France !

Rejoignez les rangs de l'USTA et renforcez votre organisation pour un syndicalisme libre !

Pour l'amélioration de nos conditions de vie !

Pour la liberté !

Vive l'unité de la classe ouvrière algérienne !

Vive l'USTA !

UNION DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS ALGERIENS (Fédération de France.)

Réunion d'information du P. C. I.

La réunion mensuelle d'information du PCI avait pour thème, en janvier, la question des différents regroupements en cours. Issues des difficultés que connaissent aujourd'hui les grands appareils politiques « ouvriers », en raison de leur inféodation, l'un aux intérêts de la bourgeoisie ((Algérie, Suez), l'autre aux intérêts de la bureaucratie russe (Hongrie), ces tentatives expriment la volonté de nombreux militants de participer à la renaissance d'une pensée politique des masses ouvrières en dehors des appareils faillis.

Les élections du premier secteur de Paris ont donné quelque publicité à certaines de ces groupements — en indiquant en même temps les difficultés qu'ils rencontraient. Au vrai ces difficultés résultent pour une part du terrain électoral lui-même, mal choisi (si l'on accepte de jouer le jeu électoral) pour réaliser cette confrontation, cette recherche, cet éclaircissement que réclament nombre de militants déçus par les deux grands partis. Elles sont nées également de certaines équivoques qui subsistent, ainsi bien chez certains dirigeants de la Nouvelle Gauche que chez Hervé, quant à l'attitude à avoir vis-à-vis des appareils qu'ils rêvent de « redresser » alors que les leçons de l'histoire récente — en France comme en Hongrie — montrent que le problème est de les briser pour permettre à la classe ouvrière de reconstruire un mouvement qui soit le sien, qu'elle contrôle et qui exprime ses besoins authentiques.

De ce point de vue, la conviction de plus en plus profonde de l'avant-garde révolutionnaire est que son avenir se joue, non sur le terrain parlementaire et électoral où tout est truqué, mais sur le terrain de la lutte des classes, de la lutte révolutionnaire des travailleurs contre le patronat et l'appareil d'Etat à son service.

D'autre part, le progrès de l'avant-garde est lié à la pratique constante de la démocratie ouvrière : l'expérience de ces dernières décades a accru de façon considérable la méfiance des masses à l'égard des « appareils » auxquels qu'ils prétendent. Ce n'est peut être qu'au cours des luttes réelles des travailleurs que les éléments d'avant-garde recréeront la confiance nécessaire à la reconstruction d'un authentique parti ouvrier révolutionnaire, où chaque travailleur se sentira chez soi. C'est à partir de cette analyse que les trotskystes ont abordé le problème des regroupements nés ces dernières semaines. Ils considèrent qu'aucune organisation existante ne peut prétendre représenter le parti révolutionnaire de demain — mais que ces tentatives de regroupements n'ont de sens qu'en tant qu'ils se lient aux luttes de travailleurs, qu'ils y interviennent comme une force qui cherche à montrer son efficacité. Ainsi, petit à petit, se reconstituera une force autonome, capable de se substituer aux vieilles directions.

Cette conception a amené les trotskystes aux côtés d'autres courants ou militants au Comité de Liaison et d'Action pour la démocratie ouvrière qui peut jouer ce rôle. Par contre, comme l'expérience l'a finalement montré, vouloir brûler les étapes et réunir des militants non encore sur une organisation les « révolutionnaires » après, comme certains camarades ont cherché à le faire il y a quelques mois, alors que nombre de positions (Algérie, stalinisme) pourtant essentielles séparent les éléments que l'on veut réunir, c'est condamner à l'impuissance des groupes de militants engagés aujourd'hui dans des travaux d'orientation différente.

La preuve devait être fournie de cette appréciation par la discussion provoquée, après l'exposé initial à la réunion, par l'intervention d'un membre du groupe Frank qui développa le point de vue selon lequel les membres du PCF restent le secteur essentiel de la classe ouvrière et tout travail révolutionnaire passe donc par la crise du PCF, par un travail dans le PCF, et par une « transformation profonde » du PCF au moment où s'y opèrent, dit-il, des regroupements fractionnels.

Plusieurs interventions devaient rappeler qu'en 53 comme en 55 les grandes grèves que connut la France, partirent, non des éléments PCF mais d'inorganisés, de travailleurs révolutionnaires en dehors des appareils ; que, en France comme en Hongrie, la jeune génération constitue un des éléments décisifs de la lutte des classes dans ces prochaines années et que ces jeunes restent très en dehors des organisations.

La réunion devait se terminer par un appel à venir renforcer immédiatement les rangs du PCI pour parer avec plus de force aux dangers des forces révolutionnaires en France.

La réunion d'information de février aura lieu aux Sociétés Savantes, salle H, qu'il heureux le 8 février prochain. Il y sera débattu de « la réalité soviétique à travers la presse russe de ces derniers mois ». Pourquoi y adjoindre le rapport Khrouchtchev et l'esquisse de libéralisation ? Pourquoi aussi la violente répression en Hongrie et le retour verbal à un néo-stalinisme ? Quels sont les éléments qui, dans la société russe actuelle, expliquent ces retournements inattendus ? Tels sont quelques-uns des problèmes qui alimenteront la discussion du 8 février prochain.

JACQUES SERAN.

TUNISIE 1957

(Suite de la page 1.)

C'est en effet uniquement de l'aide étrangère que vit le régime Bourguiba. Dans son discours prononcé à Tunis le 8 juillet 1956, Bourguiba annonce qu'il avait besoin de cent milliards, et qu'il allait faire appel aux Etats-Unis, ce qui souleva un vent de panique dans les milieux financiers français qui voyaient se renouveler l'opération Sud-Vietnam.

« Quelle que soit l'aide américaine, la Tunisie est liée à la zone Franc », s'exclamait J. Goufion dans une « Vie Française » du 20 juillet. Mais Bourguiba n'obtint des Etats-Unis, peu pressés d'investir leurs capitaux dans un pays au régime si peu stable, que 45.000 tonnes de blé, destinées à parer à la famine. La Tunisie dut donc se contenter des 18 milliards accordés par la France.

Au cours de son récent voyage au Etats-Unis, Bourguiba tenta de renouveler sa manœuvre, mais Eisenhower lui expliqua que l'aide américaine passait par la France. L'impérialisme américain veut se tailler un parc colonial en Afrique du Nord — mais il redoute de plus en plus les conséquences révolutionnaires d'un effondrement brutal de l'impérialisme français. Et Bourguiba devra se contenter encore des 48 milliards accordés le 4 décembre à la Tunisie et au Maroc par l'Assemblée nationale.

L'UGTT a donc raison d'insister sur l'absence de plans et de perspectives dans la politique du gouvernement. « La revendication essentielle de l'UGTT, lit-on encore dans ce rapport, est l'élaboration d'un plan de développement économique et social ». (p.8). Mais ce qu'on n'y lit pas c'est que, comme l'a démontré la théorie de la révolution permanente, la petite bourgeoisie, pas plus que la grande bourgeoisie industrielle, n'est capable de faire face aux problèmes posés par l'histoire aux pays arriérés ; c'est que les mesures fragmentaires, et impuissantes de ce gouvernement proviennent précisément de la nature de cette couche sociale qui ne peut rien régler, et que le plan « de développement économique et social » de l'UGTT aboutirait à l'expropriation des banques, la distribution des terres aux fellahs, l'expropriation des sociétés capitalistes, la planification de l'économie. Dans cette voie seulement, qui est celle de la révolution socialiste, il y a une issue à l'impasse économique tunisienne.

Elections du Ier Secteur

SECOND TOUR DE PISTE

Le second tour des élections partielles du premier secteur de Paris se déroulera dimanche 27 janvier. La campagne électorale fut pour le premier tour quelque peu animée par les violences fascistes contre les réunions du candidat mendésiste, Jouhaud, tandis que le second tour doive laisser les Parisiens assez indifférents. Les jeux sont faits et la machine électorale de M. Frédéric Dupont va reprendre au Parlement un « indépendant » de plus — ce qui ne changera rien à rien.

Les désistements n'ont rien apporté d'extraordinaire. Pierre Hervé a confirmé ses nouvelles amitiés socialo-démocrates ; nous avions relevé dans ses différents ouvrages une idée qui sous-tend nombre de ses analyses : que ce sont les appareils qui font l'histoire. L'expérience d'Hervé l'amène seulement aujourd'hui à changer d'appareil. Au vrai il s'efforce encore dans une déclaration embarrassée de jouer sur l'équivoque des positions de Mireille Osmin.

Claude Bourdet, pris au piège du jeu électoral, s'est retiré purement et simplement — les éléments « progressistes » de la Nouvelle Gauche n'ont pu, devant le sentiment général des militants, obtenir son désistement pour les complices staliniens des assassins de travailleurs hongrois.

Le seul fait nouveau est la candidature-surprise du sieur Poujade — qui a fait les délices de la presse engagée du figaresque Robinet. Brandissant Le Pen et Demarquet, berets verts et cocardes au vent, la droite fera comprendre à Poujade que l'heure est passée (ou n'est pas venue) alors que M. Mollet fait si bien la politique qu'elle désire !

Et finalement, comme l'a dit « Le Populaire », qui n'en rate jamais une, la politique de M. Mollet sera approuvée par les électeurs de M. Jardin, en dépit de M. Jardin ! Comme quoi le meilleur résultat de cette politique est encore de faire élire des députés réactionnaires !

Mais cette prime même semaine risque de voir un test beaucoup plus sérieux pour juger la politique de M. Mollet : le 25 les fonctionnaires FO, CFTC et enseignants autonomes organisent dans toute la France une journée de protestation avec débrayage limité. Pour le 28, le MNA décide une grève générale de 24 h. pour les commerçants et ouvriers nord-africains. Les vrais problèmes se posent !

J. PERRIN.

Barcelone se dresse contre Franco

(Suite de la page 1.)

apparition ; restrictions d'électricité, manque de gaz d'éclairage, pénurie de pétrole et de gaz-oil, hausse générale des prix des denrées alimentaires (de 50 % dans les dernières semaines), réapparition du marché noir pour certains produits, hausse des tarifs des tramways.

Certains tracts distribués plus tard protestent contre la cherté qui a provoqué un immense malaise chez les travailleurs : le décret du « national-syndicaliste » Giron, ministre du Travail, qui autorise les patrons à licencier les ouvriers et employés quand et comme bon leur semble. Ce décret, imposé par les ministres « conservateurs » du gouvernement, a produit une forte impression dans toute l'Espagne.

Dans une feuille rédigée sur un ton relativement modéré inspiré sans doute par des nombreux catholiques antifranquistes — l'on exige « le rétablissement des libertés et des droits civils foulés aux pieds pendant vingt ans », et l'on affirme que le mouvement est « un plébiscite spontané et spectaculaire et une démonstration du divorce existant entre l'opinion publique et le gouvernement ». Une autre feuille proclame : « On ne peut pas renoncer à la liberté. Si l'on renonce, l'on accepte une tyrannie, un système d'impôts, de monopoles et de privilèges, et l'on finit par ne même plus pouvoir manger ».

Ainsi s'effectue la transition des revendications économiques aux mots d'ordre franchement politiques. De toute manière, certains éléments droitiers et ex-phalangistes qui sont intervenus dans le mouvement, cherchent à éviter l'action organisée des masses travailleuses. Néanmoins dans certaines usines on commence à s'organiser des comités ouvriers. A cet égard, il faut souligner que la lutte dramatique des travailleurs hongrois fut suivie avec une grande émotion par les ouvriers et les étudiants de Barcelone.

CRISE DANS LES MILIEUX DIRIGEANTS

Le mouvement de la population de Barcelone s'est produit à un moment politique particulièrement important. Il est notoire que le « Mouvement National » traverse la crise la plus grave de son existence. Les fameuses « lois fondamentales », qui devaient assurer la transition pacifique vers une monarchie phalangiste, ont été rejetées par les ministres non phalangistes du gouvernement (ministres qui représentent les intérêts de la grande propriété terrienne et de la haute finance), par les chefs militaires et par les chefs de l'église. Cette attitude a provoqué la démission d'Arrese, ministre-secrétaire de la phalange, démission refusée par Franco.

La tension est devenue très grande au sein du gouvernement lui-même. D'autre part, les monarchistes et les formations « démocrates-chrétiennes » (Gil Robles) et socialistes se livrent chaque jour davantage à une propagande semi-clandestine qui mine les bases du régime. Il est clair pour tout le monde que le franquisme est condamné. La grande préoccupation des cercles conservateurs, de l'armée et de l'église est d'éviter une explosion populaire comme en Hongrie.

Mais l'activité clandestine n'est pas le fait de ces éléments seulement. Les étudiants et la jeune génération intellectuelle déploient une activité intense. En divers lieux de l'Espagne se sont constitués des cercles et des clubs dans lesquels des programmes politiques et des mots d'ordre révolutionnaires ont été adoptés. Ce que l'on appelle « l'opposition libérale » est une opposition socialiste qui est en train de réaliser une alliance ou sa fusion avec les organisations prolétariennes. Ces dernières, bien que décimées par vingt ans d'une répression implacable, se réorganisent et se préparent à jouer un rôle décisif dans la nouvelle étape, inaugurée par les manifestations de la population de Barcelone.

Les élections polonaises

(Suite de la page 1.)

premiers figuraient deux autres communistes, les ouvriers Gajewski et Pechcin, membres du Conseil Central des Syndicats. Le septième sur la liste était Lech Gozdzik, le secrétaire de Zevan, un des héros d'octobre. Voter en bloc pour les six premiers, comme l'avait demandé Gomulka, signifiait écarter Gozdzik.

Deux journaux dont « Sztandar Miotych », le journal des jeunes, ont fait campagne pour Gozdzik, malgré le mot d'ordre de Gomulka, « Sztandar Miotych », de dimanche a publié en première page le dessin d'un œil-et-toilet se dit Gozdzik en polonais). Et c'est précisément dans cette circonscription que le vote préférentiel a été le plus largement utilisé : il n'y avait pas assez d'isoloirs pour ceux qui voulaient « rayer » et dont la grande majorité ne dissimulaient pas leur désir de faire élire Gozdzik.

LES VOTES REVOLUTIONNAIRES

La presse bourgeoise souligne, naturellement, les forts pourcentages de voix obtenus par les candidats sans-parti, catholiques et nationalistes. Mais il est beaucoup plus significatif de relever que le candidat qui a, après Gomulka, obtenu le plus fort pourcentage, 98 % du suffrage, Kazimierz Lassota, le jeune communiste animateur de la tendance révolutionnaire, rédacteur en chef de « Pro Postu » fondée en décembre de l'Union de la Jeunesse Révolutionnaire, lui aussi héros d'octobre. Quant à Hélène Jaworska, ancienne responsable de l'organisation de jeunesse stalinienne, dénoncée par les jeunes révolutionnaires comme une bureaucrate ralliée par opportunisme, elle obtient moins 87 % des suffrages...

Dans la cité industrielle de Lodz, l'ancien natolinien rallié Zambrowski, pourtant tête de liste, n'est élu qu'en quatrième position, avec 88 % des voix, derrière le communiste Niedzielski, placé troisième sur la liste.

Dans la première circonscription de Varsovie, Jerzy Albrecht, secrétaire du Comité Central, qui était considéré comme un homme de l'appareil, obtient 91 % des voix, il est élu en dernière position. Dans la deuxième circonscription, Jakub Lange, qui jouit d'une bonne réputation, auprès des révolutionnaires, obtient, lui, 91 % des suffrages et arrive en tête.

PREMIERES CONCLUSIONS

Il ressort clairement de ces premiers résultats qu'il n'y a pas en Pologne de base de masses pour des tendances réactionnaires, restaurationnistes ; le pourcentage d'abstentions est infime. Les staliniens n'ont pas non plus la possibilité d'agir à visage découvert. Les « bérets verts » des natolinens n'a vraiment provoqué aucun regret. La véritable lutte est entre les révolutionnaires et les masses, dans cette lutte l'appareil de l'autre. C'est dans l'appareil du parti que sont embusqués les agents de la bureaucratie du Kremlin. C'est là que se prépare la contre-attaque contre la Révolution d'octobre. C'est là que se trouvent les réactionnaires, les contre-révolutionnaires authentiques. Leur attitude, calquée sur celle de Moscou qui a salué la « maturité politique du peuple polonais », est claire désormais : ils vont s'efforcer de réaliser ce que les révolutionnaires appellent la « kadarisation ». Dans le parti, par le parti, grâce au parti, ils vont s'efforcer de saboter les conquêtes d'octobre, de freiner, au nom du danger réactionnaire », la lutte des masses ouvrières pour une authentique démocratie socialiste. Ils espèrent s'abriter derrière la popularité de Gomulka, derrière le prestige même d'octobre pour enrayer la poussée des masses, en isoler Gomulka, et lui faire, au nom du « moindre mal » jouer le rôle qu'a tenu Kadar en Hongrie. Contre la « kadarisation », il n'est qu'un remède : l'action des masses et le contrôle par le pouvoir ouvrier par leur organisation autonome et par la liberté d'expression totale des tendances ouvrières. C'est dans ce sens-là que se joue l'avenir des conquêtes de l'octobre polonais. Les élections viennent de montrer que les meilleures chances sont du côté des révolutionnaires.

Depuis près de 3 mois 34.000 MÉTALLOS ALLEMANDS FONT GRÈVE

DEPUIS le 24 octobre 1956, 34.000 ouvriers de la métallurgie et des chantiers navals font grève dans le Schleswig-Holstein, au nord de l'Allemagne, et tiennent bon.

Ce qu'ils veulent ?

Essentiellement, le paiement intégral du salaire en cas de maladie, pendant 6 semaines ; 2 jours de plus de congés annuel.

Au total, cela représente une très modique augmentation de salaire : pratiquement 2,4 %. Mais, du côté des patrons comme de la Fédération Syndicale de la Métallurgie, on en a fait une épreuve de force, qui a son retentissement dans toute l'Allemagne occidentale.

La Fédération des Métaux a largement les moyens de financer cette grève qui, pourtant, lui coûte environ 3 millions de DD par semaine (300 millions de francs). Elle paie aux grévistes 54 DM (5.400 francs) par semaine, plus une allocation-loyer de 40 DM ou 25 DM par mois, selon que les grévistes sont mariés ou non, et d'autres suppléments. Elle organise des séances de cinéma, des soirées récréatives, des concerts de jazz et des séances de guignol pour les enfants des grévistes. Curieuse façon d'entretenir la combativité des ouvriers, qui est tout à fait dans le style des organisations réformistes de l'Allemagne actuelle.

Il n'en reste pas moins vrai qu'après les grandes grèves de la métallurgie dans la Ruhr en 1954 et 1955, et après celles des dockers de l'Allemagne du nord et des métallos dans le Ruhr en 1955, cette grève qui dure depuis près de 3 mois, qui est suivie par la quasi-unanimité des ouvriers des entreprises touchées, constitue une étape nouvelle et importante dans le développement des luttes ouvrières en Allemagne Occidentale depuis 1945.

Le caractère des revendications est significatif : Les travailleurs allemands se ruinaient la santé en heures supplémentaires pour arracher cette petite part du « miracle économique » allemand. La conséquence en est un épuisement physique général, phénomène inconnu du prolétariat allemand d'aujourd'hui. Les travailleurs prennent peu à peu conscience de l'inanité de leurs efforts pour s'élever, chacune pour soi, de la condition prolétarienne. Ils ont seulement permis aux patrons d'accumuler des superprofits toujours plus fantastiques. Il est temps de revenir à l'action et à la solidarité de classe. Le front uni de la grève des métallos du Schleswig-Holtein — il n'y a pas de jaunes — est le signe certain de cette prise de conscience.

H. MULLER.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Société Parisienne d'Impressions, 4, rue Saulnier, PARIS 9e

Le Gérant : RENARD.